

[Texte]

Mr. McRae, I will give you only five or six minutes because of the time constraint.

Mr. McRae: This question is to both of the witnesses; all the questions are. I would assume if this is going to be a research institute, or at least to a certain degree, that one of the major sources of information will be the U.N. And I take it there are fairly extensive research facilities that would be made available to us under these circumstances.

Now, the second question is, I think, the key thing to the whole business. I do not want to delineate between independence in a political sense, but independence in the sense that the organization functions not as an arm of the existing Department of National Defence or Department of External Affairs. I am, myself, quite concerned about the latter; that in the structure and the nature of the people who are functioning in it it does not become an arm or an extension of either of those departments or both of those departments.

• 1605

In the first place, I would ask you whether you agree with that particular situation—if that is desirable—and I would ask you your suggestions on how that might come about, if you do agree; or if you do not agree, for any comments you have. I particularly am interested in the second question, because you have already nodded at the first one, and if time is a little short, I would like you to dwell on the second question.

Mr. Kharas: Perhaps I will answer the first question and Dr. Sigler will answer the second.

Regarding the sources of information about the United Nations, of course the institute will receive all the material the association generates itself, plus any other information about the UN that we can make available to the institute, we will be pleased to do so. We also, of course, have the facility to order from the United Nations documents that the institute may be willing to purchase. In fact, I certainly hope the institute does channel its requirements for documentation through the association. We would hope that much of the research does centre around the United Nations, in part using the United Nations material and in part creating material that may then in turn be used by and at the United Nations.

Dr. Sigler: If I may respond to the second part, Mr. McRae, I was quite concerned when I originally saw this, in terms of the make-up of the board of governors, as to how that problem of outreach would be handled. It seems to me—and it is presently constituted and indicated by these consultations—that if that is broadly representative of the range of activities that would be necessary, one that is critical is those associations in Canada which are membership organizations based on branches across the country who have a record of experience in disseminating information in kinds of ways one would not expect the regular bureaucracy in Ottawa to touch, such as the high schools of this country, which have been very important

[Traduction]

Monsieur McRae, je vais vous accorder seulement cinq ou six minutes, étant donné les contraintes auxquelles nous sommes assujettis.

M. McRae: Ma question, comme toutes les autres, s'adresse à nos deux témoins. Si l'institut constitue un organisme de recherche, tout au moins jusqu'à un certain point, alors, l'une de ses principales sources de renseignements sera les Nations Unies. Je suppose donc qu'il aura accès à des services de recherche assez importants.

En second lieu, j'aimerais aborder un élément fondamental de toute votre entreprise. Ce n'est pas de l'indépendance politique que j'aimerais parler, mais plutôt de l'indépendance dans le sens où l'organisation ne serait pas l'émanation du ministère actuel de la Défense nationale, ni de celui des Affaires extérieures. Pour ma part, la seconde situation me préoccuperaient beaucoup. Je crois donc que et la structure et le fonctionnement de votre organisme et le personnel qui y travaillera ne doivent pas devenir le prolongement de l'un ou l'autre de ces ministères, ni des deux.

D'abord, êtes-vous d'accord avec une telle situation, est-elle souhaitable, et si tel est le cas, comment pourrait-elle se produire? Si vous n'êtes pas d'accord, qu'avez-vous à dire? La seconde question m'intéresse particulièrement, parce que vous avez déjà, par un signe de tête, répondu affirmativement à la première. Étant donné que le temps qui nous est imparti est limité, j'aimerais donc que vous répondiez à la seconde.

M. Kharas: Je vais répondre à la première question, puis M. Sigler répondra à la seconde.

Pour ce qui est des sources de renseignements sur les Nations Unies, bien entendu, l'institut recevra tous les documents que l'association produit, ainsi que tout autre renseignement relatif aux Nations Unies, que nous serons en mesure de fournir à l'institut, ce que nous ferons volontiers. En outre, nous pouvons bien sûr commander des documents aux Nations Unies, et l'institut voudra peut-être les acheter. De fait, j'espère que l'institut passera par notre entremise pour obtenir ces documents. Nous espérons également qu'une bonne part de la recherche qu'il effectuera portera sur les Nations Unies et qu'il utilisera les documents de cet organisme, tout en créant également ses propres ressources documentaires, qui pourront ensuite être utilisées aux Nations Unies et par l'organisme.

M. Sigler: Pour répondre à la seconde question, monsieur McRae, j'ai d'abord été assez préoccupé lorsque j'ai vu qui faisait partie du conseil d'administration, car je me suis demandé comment on pourrait rejoindre les régions éloignées. Après avoir examiné la constitution et effectué des consultations, il me semble qu'on doit représenter toute la gamme des activités nécessaires. Or, au Canada, au sein des associations dont les membres sont disséminés parmi des bureaux régionaux, ces bureaux ont beaucoup d'expérience en diffusion de renseignements, à tel point qu'on ne peut s'attendre à ce que les services administratifs d'Ottawa puissent faire de même. Ces derniers ne pourront pas, par exemple, atteindre les écoles secondaires; or, elles ont joué un rôle important par rapport à